

**RÉGIE DU BÂTIMENT
DU QUÉBEC**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

No de dossier : 5643-2537
No du rôle : 13.a-C-12
Date : 16 avril 2012

DEVANT : Monsieur Robert Généreux, régisseur

L'entreprise « SYSTÈMES URBAINS INC.»

DÉCISION CORRIGÉE

[1] L'entreprise « Systèmes Urbains Inc. » a présenté une demande de délivrance d'une licence d'entrepreneur de construction à la Régie du bâtiment du Québec.

[2] L'entreprise «Système Urbains Inc.» a présenté une demande, au Bureau des régisseurs, afin de faire valoir son argumentaire, et ce, dans le but de se faire délivrer sa licence.

[3] L'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» a renoncé au préavis de décision relativement à l'article 5 de la Loi sur la justice administrative.

[4] La Régie évoque qu'en vertu des articles 61 (2^o) et 65.1 (4^o) de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., chapitre B-1.1), l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» doit faire la preuve que les dirigeants de celle-ci n'étaient pas dirigeants de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» au sens de la Loi sur le bâtiment, lors de la commission de l'infraction fiscale reprochée pour la période se situant entre le 1^{er} janvier 2002 au 4 mai 2005.

[5] En surplus, la Régie ajoute que les dirigeants de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» doivent faire la preuve au régisseur que l'infraction fiscale de

l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» n'a pas été commise dans l'exercice des fonctions de ses dirigeants au sein de l'entreprise.

[6] À cet égard, l'audience s'est tenue le mardi 27 mars 2012.

[7] Étaient présents, M^e Mélisa Thibault, procureure de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» messieurs Serge Perreault, Normand Dubois, Denis Clusiau et Guillaume Dufort-Lemay, dirigeants de l'entreprise.

[8] Suite aux représentations de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» :

- Interrogatoire de monsieur Serge Perrault;
- Interrogatoire de monsieur Normand Dubois;
- Interrogatoire de monsieur Denis Clusiau;
- Interrogatoire de monsieur Guillaume Dufort-Lemay.

[9] Suite aux représentations de la Régie.

CONSIDÉRANT LES FAITS SUIVANTS :

Résumé du témoignage de monsieur Serge Perreault

[10] Monsieur Serge Perreault mentionne qu'il agira à titre de président de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.». Actuellement, il est vice-président chez «Chagnon (1975) Ltée».

[11] Monsieur Perreault précise que depuis l'imposition d'une licence restreinte à l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée», le 14 décembre dernier, celle-ci n'est plus en mesure de soumissionner pour de nouveaux contrats publics.

[12] Ce faisant, l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» est opérationnelle et est à terminer les travaux déjà en cours. Actuellement l'entreprise emploie environ 25 travailleurs.

[13] Dans son témoignage, monsieur Perreault indique qu'il est à l'emploi de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» depuis 1987. Ce dernier explique qu'il a gravi les échelons de l'entreprise, notamment en étant nommé contremaître en 1991, puis nommé directeur des projets de construction en 2004 et finalement vice-président en 2009.

[14] Selon ses dires, monsieur Perreault est devenu actionnaire de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» à compter de 2007, et ce, lors du rachat des actions de monsieur Parent, ex-dirigeant / actionnaire de «Chagnon (1975) Ltée».

[15] Monsieur Perreault indique qu'il a appris qu'une infraction fiscale avait été commise chez «Chagnon (1975) Ltée» qu'en 2009.

[16] Finalement, Monsieur Perreault répète qu'il n'a jamais été impliqué ni de près ni de loin dans l'infraction fiscale concernant l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» puisque celle-ci fut l'œuvre d'un seul de ses dirigeants, en l'occurrence monsieur Pagé, tel qu'il a été démontré dans la décision de la Régie du 5 mai 2011.

Résumé du témoignage de monsieur Denis Clusiau

[17] En surplus de l'affidavit de monsieur Clusiau, au soutien de la demande de délivrance d'une licence d'entrepreneur de construction de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», qui a été soumis en preuve selon la pièce R-1.

[18] Monsieur Clusiau reprend essentiellement dans son témoignage les grandes lignes de son affidavit, à savoir :

- Qu'il a été embauché au sein de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» en avril 2002, à titre d'homme de cour, de 2005 à 2009 à titre de magasinier et son supérieur immédiat était monsieur Pagé;
- Qu'à compter de février 2007 jusqu'à ce jour, monsieur Clusiau participe à l'acquisition progressive des actions de l'entreprise «Chagnon (1975) Inc.» que détenaient messieurs Parent et Pagé, par l'entremise de l'entreprise «9177-7151 Québec Inc.»;
- Qu'en mai 2009, monsieur Clusiau a été promu au poste de directeur des achats en remplacement de monsieur Pagé.

[19] Finalement, monsieur Clusiau mentionne qu'il n'a pas commis ou participé, directeur ou indirectement, à la commission des infractions fiscales pour lesquelles l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» a plaidé coupable le 7 juin 2010.

Résumé du témoignage de monsieur Normand Dubois

[20] En surplus de l'affidavit de monsieur Dubois, au soutien de la demande de délivrance d'une licence d'entrepreneur de construction de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», qui a été soumis en preuve selon la pièce R-1.

[21] Monsieur Dubois reprend essentiellement dans son témoignage les grandes lignes de son affidavit, à savoir :

- Qu'il a été embauché au sein de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» en décembre 1997 à titre d'électricien de service, en 2002 a été promu contremaître, en 2004 a été promu surintendant et en 2005 promu gérant de projets électriques.
- Qu'à compter de février 2007 jusqu'à ce jour, monsieur Dubois participe à l'acquisition progressive des actions de l'entreprise «Chagnon (1975) Inc.» que détenaient messieurs Parent et Pagé, par l'entremise de l'entreprise «9177-7151 Québec Inc.».

[22] Finalement, monsieur Dubois mentionne qu'il n'a pas commis ou participé, directement ou indirectement, à la commission des infractions fiscales pour lesquelles l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» a plaidé coupable le 7 juin 2010.

Résumé du témoignage de monsieur Guillaume Lefort-Lemay

[23] En surplus de l'affidavit de monsieur Dufort-Lemay, au soutien de la demande de délivrance d'une licence d'entrepreneur de construction de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», qui a été soumis en preuve selon la pièce R-1.

[24] Monsieur Dufort-Lemay reprend essentiellement dans son témoignage les grandes lignes de son affidavit, à savoir :

- Qu'il a été embauché au sein de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» en mai 2004, à titre d'estimateur et que depuis mai 2006, il a été promu au poste de directeur des soumissions;
- Qu'à compter de février 2007 jusqu'à ce jour, monsieur Dufort-Lemay participe à l'acquisition progressive des actions de l'entreprise «Chagnon (1975) Inc.» que détenaient messieurs Parent et Pagé, par l'entremise de l'entreprise «9177-7151 Québec Inc.».

[25] Finalement, monsieur Dufort-Lemay mentionne qu'il n'a pas commis ou participé, directement ou indirectement, à la commission des infractions fiscales pour lesquelles l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» a plaidé coupable le 7 juin 2010.

PLAIDOIRIE DE M^E MÉLISA THIBAUT

[26] Selon les documents présentés en preuve par la Régie, soit les pièces P-7 et P-15, notamment la décision rendue par la Régie le 5 mai 2011 ainsi que la décision rendue par la Corporation des maîtres électriciens du Québec le 19 mars 2012.

[27] Il appert de ces décisions, selon Me Mélisa Thibault, que les dirigeants de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» soient messieurs Perreault, Clusiau, Dubois et Dufort-Lemay, tous dirigeants et actionnaires de l'entreprise «9177-7151 Québec Inc.» possédant près de 50% des actions de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée», ont su faire la démonstration qu'ils n'avaient aucune implication, ni de près ni de loin, en regard avec l'infraction fiscale commise dans l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» par monsieur Pagé, pour la période du 1^{er} janvier 2002 au 4 mai 2005.

[28] Malgré que l'article 61 (2^o) de la Loi sur le bâtiment s'applique en théorie, Me Thibault allègue que celui-ci s'avère caduque en pratique, puisqu'il n'y a pas de preuve quant à la participation à l'infraction fiscale de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» des dirigeants de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.».

[29] De plus, Me Thibault ajoute que selon les affidavits et les témoignages entendus des quatre (4) dirigeants de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», ceux-ci

ont su démontré que l'infraction qui a mené à la restriction n'a pas été commise dans l'exercice de leurs fonctions au sein de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée».

[30] En conclusion, Me Thibault plaide que selon la preuve présentée, l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» devrait se voir délivrer sa licence d'entrepreneur de construction, et ce, sans aucune restriction.

PLAIDOIRIE DE LA RÉGIE

[31] La procureure de la Régie débute sa plaidoirie en soulignant que selon l'article 61 (2°) de la Loi sur le bâtiment, la Régie peut refuser de délivrer une licence à l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» si l'un de ses dirigeants a été dirigeant de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» puisque cette dernière a été reconnue coupable d'une infraction à une loi fiscale, dans les cinq ans précédant la demande et que l'infraction est reliée à l'industrie de la construction.

[32] Selon les preuves documentaires et selon les témoignages entendus lors de l'audience, la procureure mentionne qu'elle soumet le tout à la discrétion du régisseur dans les circonstances.

[33] Advenant que le régisseur accepte de délivrer une licence à l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», la procureure mentionne la pertinence de vérifier si cette licence doit avoir une restriction ou non.

[34] Pour ce faire, la procureure souligne qu'en vertu de l'article 65.1 (4°), le fardeau de la preuve repose sur l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» qui doit démontrer que l'infraction à une loi fiscale de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» n'a pas été commise dans l'exercice des fonctions de ses dirigeants.

[35] En conclusion, la procureure laisse le soin au régisseur d'apprécier les preuves en l'espèce.

MOTIFS DE LA DÉCISION

[36] Selon l'article 61 (2°) qui se lit comme suit :

61. La Régie peut refuser de délivrer une licence à une société ou personne morale lorsqu'un de ses dirigeants:

[...]

2° a été dirigeant d'une société ou personne morale qui a été déclarée coupable, dans les cinq ans précédant la demande, d'une infraction à une loi fiscale ou d'un acte criminel et qui sont reliés aux activités que la personne entend exercer dans l'industrie de la construction ou d'un acte criminel prévu aux articles 467.11 à 467.13 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46), à moins qu'elle ait obtenu la réhabilitation ou le pardon;

[37] Selon les preuves présentées à ce sujet, affidavits et témoignages, il appert que les dirigeants de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» sont effectivement les mêmes que dans l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée».

[38] Ce faisant, est-ce que la Régie devrait refuser de délivrer une licence d'entrepreneur de construction à l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» ?

[39] Selon les décisions rendues à ce jour, notamment par la Régie du bâtiment le 5 mai 2011 et par la Corporation des maîtres électriciens du Québec le 19 mars 2012, il appert que l'infraction fiscale pour laquelle l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» a plaidé coupable le 7 juin 2010 soit uniquement due aux agissements frauduleux de monsieur Pagé.

[40] En surplus, selon la preuve présentée, rien ne me permet de croire que les dirigeants actuels de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» ont eu quoi que ce soit à faire de près ou de loin en lien avec les agissements frauduleux de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» commis entre le 1^{er} janvier 2002 et le 4 mai 2005.

[41] Cela dit, y a-t-il lieu d'imposer une restriction à la licence de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» considérant les paragraphes (3^o) et (4^o) de l'article 65.1 de la Loi sur le bâtiment qui se lisent comme suit :

65.1. La Régie indique, sur la licence, si celle-ci comporte une restriction aux fins de l'obtention d'un contrat public, suivant les données pertinentes au titulaire de cette licence que lui transmet la Commission de la construction du Québec en vertu de l'article 123.4.4 de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main d'oeuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20).

La Régie indique aussi sur la licence que celle-ci comporte une restriction aux fins de l'obtention d'un contrat public dans l'un ou l'autre des cas suivants:

[...]

3^o lorsque son titulaire ou, dans le cas d'une société ou d'une personne morale, une personne visée par le paragraphe 6^o du premier alinéa de l'article 60 a été condamné, depuis moins de cinq ans, pour une infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 62, 62.0.1 et 62.1 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002), 68 et 68.0.1 de cette loi dans la mesure où ils sont liés à l'un ou l'autre de ces articles, 239 de la Loi de l'impôt sur le revenu (Lois révisées du Canada (1985), chapitre 1, 5^e supplément) et 327 de la Loi sur la taxe d'accise (Lois révisées du Canada (1985), chapitre E-15);

4^o lorsqu'un dirigeant du titulaire est également dirigeant d'une société ou personne morale dont la licence est restreinte aux fins de l'obtention d'un contrat public et pour la même durée à moins que le titulaire ne démontre à la Régie que l'infraction qui a mené à la restriction n'a pas été commise dans

l'exercice des fonctions de cette personne au sein de la société ou personne morale.

(nos soulignements)

[42] Considérant que l'application de l'article 65.1 (3^o) a eu pour effet d'imposer une restriction aux fins de l'obtention d'un contrat public à la licence de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée», et ce, en raison de son plaidoyer de culpabilité à l'infraction à l'article 239 (1) d) de la Loi de l'impôt sur le revenu, le 7 juin 2010.

[43] Considérant que l'application de l'article 65.1 (4^o) a pour effet de «contaminer» l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», puisqu'il a été reconnu, lors de l'audience, que les dirigeants de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée» sont les mêmes que l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.».

[44] Cela explique donc, pourquoi, la licence de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» est imposée d'une restriction de licence.

[45] Toujours selon l'article 65.1 (4^o), la Régie peut lever la restriction imposée à l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.», si ce titulaire démontre que l'infraction qui a mené à la restriction n'a pas été commise dans l'exercice des fonctions de ses dirigeants au sein de l'entreprise «Chagnon (1975) Ltée».

[46] En vertu de la preuve qui a été présentée en l'espèce, les quatre (4) dirigeants, soit messieurs Serge Perreault, Normand Dubois, Denis Clusiau et Guillaume Dufort-Lemay de l'entreprise «Systèmes Urbains Inc.» ont su faire cette démonstration.

[47] PAR CES MOTIFS, le régisseur accepte de délivrer une licence d'entrepreneur de construction à l'entreprise «SYSTEMES URBAINS INC.», et ce, sans aucune restriction à la condition que celle-ci respecte tous les critères prévus à la Loi sur le bâtiment et son règlement et retourne le dossier à son Centre de relation clientèle pour les suites appropriées.

Original signé par
ROBERT GÉNÉREUX
Régisseur

ROBERT GÉNÉREUX